



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **TRANSPORTS TERRESTRES, AÉRIENS ET VOIES NAVIGABLES**

**(Direction du Budget, 1958-1987)**

**Répertoire méthodique détaillé**

établi par Stéphanie AUMONT

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Transports.....	<a href="#">7</a>
Procédure budgétaire.....	<a href="#">9</a>

**Référence**

B-0070340 - B-0070353

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Transports terrestres, aériens et voies navigables

**Dates extrêmes**

1949-1989

**Noms des principaux producteurs**

Direction du Budget, bureau 4B (transports).

**Importance matérielle**

14 boîtes, soit 1,72 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement du 05/04/1989 portant la référence PH 005/89.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées,

dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Classement thématique.

### **Présentation du contenu**

Ce versement comporte des dossiers concernant le budget du secteur des transports. On y trouve des dossiers thématiques concernant la mise en œuvre de grands projets (schémas régionaux de transports, TGV Sud-Est, aménagement des voies navigables...) et la gestion des

entreprises de transport (dont la SNCF, la RATP, Air-France) au travers notamment des conventions de concessions, de prises de participation et de la réglementation relative aux droits du personnel.

**Indexation**

Transport ferroviaire

transport fluvial

transport en commun

transport aérien

**B-0070340/1 - B-0070351/1**

Transports.

1949-1989

**B-0070345/1**

Transport aérien. - Air-France, commande de douze Boeing 737 (1981-1982) ; desserte aérienne des départements d'Outre-mer (1983-1985) ; desserte et amélioration de la desserte des aéroports d'Orly (1985-1986) ; renouvellement de concessions pour plusieurs aéroports de province (1982-1984) ; prises de participation d'Air-France et d'Aéroports de Paris (ADP) (1983) ; modification du code de l'aviation civile (1981) ; formation professionnelle, bourses de pilotage accordées aux jeunes (1982-1983) ; textes, notes, correspondances.

1981-1986

**B-0070340/1 – B-0070340/2, B-0070351/1**

Transport ferroviaire. - Société nationale des chemins de fer (SNCF).

1961-1989

**B-0070340/1**

Conventions de concessions de plusieurs lignes, électrification : projets de conventions, projets de décrets, notes d'informations, statistiques (1975-1987) ; scénario de retour à l'équilibre de la SNCF (1984) ; relèvements tarifaires, réforme de la tarification (1984-1986) ; prise de participation dans diverses entreprises (1982-1986) ; situation et perspectives du Sernam (1985) ; avenir de la branche location automobile de la SNCF ; système des tickets de quai (1984).

1975-1987

**B-0070340/2**

Personnel, subvention au régime des retraites de la SNCF, taux de cotisation normalisée pour les charges de retraite de la SNCF ; effort de formation du personnel de la SNCF ; modalités d'application de la réduction du travail aux agents de la SNCF ; attribution du billet populaire annuel aux pré-retraités.

1983-1985

**B-0070351/1**

Politique tarifaire, majorations (1961-1976) ; projets de conventions et conventions entre l'état et la SNCF (1968-1977) ; réformes, contrats de programmes, situation et perspectives (1968-1989) ; marché entre la SNCF et la société Franco-Belge de matériel de chemin de fer et la société ferroviaire du valenciennois (1978-1979) ; familles nombreuses, décrets relatifs aux réductions de tarifs (1979-1980) ; schémas régionaux de transports (1977-1979) ; tarification commerciale du TGV Paris sud-est (1980-1981).

1961-1989

**B-0070343/1 – B-0070344/2**

Transport fluvial et batellerie.

1949-1986

**B-0070343/1**

Navigation intérieure, régime d'aide à la batellerie indépendante (1978) ; modernisation de la flotte fluviale (1979-1986) ; aménagement à grand gabarit de la Meurthe, financement (1983) ; aménagement du canal des dunes à Dunkerque (1984) ; projet de mis à grand gabarit de la liaison Nipper-Mulhouse (1984) ; mise en œuvre des mesures relatives au plan économique et social de la batellerie artisanale, programme de formation professionnelle, subventions à la batellerie (1986) : notes, correspondance ; commission nationale du schéma directeur des voies navigables de France.

1978-1986

**B-0070343/2**

Office national de la navigation (ONN), participation au capital de la société anonyme Cale de Halage d'Arles (1983) ; taxes parafiscales perçues par l'ONN (1981) ; vérification des comptes de l'ONN (1984) ; projet de décret modifiant le statut de l'ONN (1986) ; financement du plan économique et social de la batellerie artisanale, convention entre l'état et l'ONN (1986) ; projets de convention entre l'ONN et la caisse nationales des bateliers (1986).

1981-1986

**B-0070344/2**

Voies navigables, compagnie générale de navigation sur le Rhin (1949-1966). Sociétés de traction sur berge, réforme et situation (1951-1967) ; société de traction de l'Est (1953-1974). Aménagement du canal du Nord (1955-1970). Compagnie générale de traction sur les voies navigables (1954-1961). Entreprises de tractions sur berge (1957).

1949-1974

**B-0070342/2, B-0070347/1 – B0070350/1**

Transport urbain.

1950-1987

**B-0070342/2**

Régie autonome des transports parisiens (RATP), prise de participation dans diverses entreprises (1974-1982) ; relèvements des seuils de compétence de la commission des marchés de la RATP (1982) ; filiation des activités de nettoyage et de gardiennage (1983) ; développements récents du dossier Disneyland, desserte du parc de loisirs par prolongement de la ligne A du RER depuis Torcy (1986-1987) ; plan d'entreprise de la RATP entre 1985 et 1990 (1984-1985) ; contentieux (1983) : textes, notes, statistiques.

1974-1987

**B-0070347/1**

Projet de rédaction du contrat type de développement des transports collectifs urbains (1977) ; projet de loi d'orientation sur les transports intérieurs, projets de décrets d'application (1982-1984) ; campagne de sensibilisation aux transports urbains (1983-1985) ; prise en charge par les employeurs des trajets domicile-travail (1982-1983) ; syndicat des transports parisiens (1982-1986) ; modernisation du parc des autocars , développement du nouvel autocar interurbain R 332 (1985) : textes, notes, statistiques, correspondance.

1977-1986

**B-0070348/1**

Régie autonome des transports parisiens (RATP), participation de la RATP au capital d'entreprises (1950-1961) ; primes et indemnités (1955-1960) ; problèmes fiscaux, taxes et primes de transport (1958-1978) ; RATP avantages fiscaux (1961-1965) ; projets de décrets relatifs à l'exploitation de lignes (1963-1967) ; convention entre la RATP et le syndicat des transports parisiens (1961-1963) ; régime de retraites (1955-1975) ; rémunération et classement indiciaire (1956-1963) ; participation de la RATP aux dépenses d'exploitation (1969-1979) ; construction de l'ensemble administratif Rapée-Bercy (1975) ; emprunt et prise de participation de la RATP (1978) ; prolongement de la ligne de métro n°7 à Villejuif ; filiale de nettoyage (1983).

1950-1983



**B-0070349/1**

Région parisienne et en province, nouvelle proposition de répartition des charges d'exploitation et d'équipement, perspectives (1974-1976). Réforme tarifaire des transports parisiens (1974-1975). Réforme des transports parisiens (1971-1976).

1971-1976

**B-0070350/1**

Réformes ancienne du syndicat des transports parisiens (STP) (1958-1972). - Personnel, effectif, salaires, règlements : notes, statistiques, correspondance (1960-1974). Budget des frais de fonctionnement (1961-1974).

1958-1974

**B-0070341/1 – B-0070340/2, B-0070344/1, B-0070345/2 - B-0070346/1, B-0070352/1 – B-0070352/2**

Procédure budgétaire.

1962-1986

**B-0070341/1**

Société nationale des chemins de fer (SNCF), collectif 1970, budget d'exploitation d'exploitation des exercices 1971 et 1975, budget des exercices 1975 et 1977, préparation des budgets 1982 et 1983 (1970-1982) ; projets de budget (1982-1987) ; approbation des comptes et du budget (1984-1986) ; situation budgétaire révisée de la SNCF (1986) ; révision du mécanisme du compte statistiques des versements de l'état à la SNCF (1986) ; majoration de la contribution de l'état au titre des services régionaux de voyageurs pour les exercices 1983 et 1984 (1985) ; versement des contributions de l'état à la SNCF (1983) ; caisse d'amortissement de la SNCF (1984).

1970-1986

**B-0070341/2**

Régie autonome des transports parisiens (RATP), budgets d'exploitation (1982-1987) ; assujettissement à la TVA et traitement comptable du reliquat de versement de transport à la RATP (1984) ; concours de l'état à la RATP pour l'année 1985 (1984) ; inscription dans les comptes 1985 de la RATP du budget des transports rapides automobiles (TRA) ; remboursement anticipé des prêts du FDES à la RATP (1986).

1982-1986

**B-0070344/1**

Navigation, financement de la construction d'automoteurs de 850 m<sup>3</sup> (1983) ; approbation du budget modifié pour l'année 1983 du port autonome de Paris (1984) ; approbation des budgets initiaux du port autonome de Paris de 1983 à 1986 (1984-1986) ; office national de la navigation (ONN), exercices 1979-1982 (1986) ; approbation du budget modifié de l'ONN pour l'année 1984, approbation pour l'année 1985 du budget initial de l'ONN (1985) ; avances remboursables versées aux artisans bateliers au cours de la période 1975-1979 (1986).

1983-1986

**B-0070345/2**

Aviation civile, transfert d'un crédit de 398 000 francs du budget du ministère des transports au budget du ministère de la défense.

1981-1987

**B-0070346/1**

Transports terrestres, champs d'application du versement de transport en province (1974) ; problèmes budgétaires afférents au versement de transport (1981) ; versement de transport dans les départements d'outre-mer (1982) ; transferts de crédits au sein du budget des transports (1981-1982) ; fonds de concours (1982-1984) ; propositions de modifications de crédits (1984-1985) ; loi de finances rectificative (1986).

1974-1986

**B-0070352/1**

Institution et application du versement de transport dans les grandes agglomérations de province (1972-1976) ; utilisation du reliquat du versement de transport institué par la loi du 12 juillet 1971 (1972-1974) ; le versement de transport en région parisienne, textes de base (1974-1978) ; mesures d'application en région parisienne (1971-1978) ; modalités d'application du versement de transport en province (1975-1977) ; versements de l'État à la SNCF, modalités de versements des contributions de l'État à la SNCF (1979-1984).

1971-1984

**B-0070353/1**

Transports en commun, transports parisiens, répartition des charges financières (1962-1977) ; répartition des charges départementales au titre de l'exploitation des transports en commun (1976-1978) ; carte orange, prix du coût de la mesure au budget (1975-1977) ; trésorerie et dette des transports parisiens, situation financière, bilan (1977).

1962-1978